



Éminisme

Communiste

commission

Droits des femmes/féminisme

QUEL CHEMIN PARCOURU en trois ans !

Nous avons ensemble choisi de nous ouvrir aux autres, de travailler avec eux en mettant la démocratie au cœur de nos pratiques.

Comme nous l'avons fait pour le 29 mai, nous voulons être un parti utile, efficace pour construire un rassemblement à gauche, pour qu'enfin la vie de millions de femmes et d'hommes change dans ce pays.

Ce 33^e congrès, nous l'avons vécu en symbiose avec le mouvement social et nous l'avons déplacé au cœur de la manifestation contre le CPE.

Parmi tous ces jeunes, beaucoup de filles, souvent sur les camions avec les micros et porte-voix. Souvent, aussi, responsables de la coordination de la lutte dans leur bahut ou faculté – elles sont très dynamiques, motivées et politisées.

La voilà, cette nouvelle génération ! Allons la chercher. Donnons-lui sa chance dans nos sections, nos fédérations. Laissons-la nous bousculer. Elle est une richesse dont notre parti ne peut se passer si son objectif est bien la parité car, là, il y a encore beaucoup à faire !

Françoise Decan

secrétaire départementale de la Haute-Vienne

AVRIL 2006

Actu: violences faites aux femmes, une loi cadre

Une jeune femme de 29 ans meurt à Meaux.

Procès de Sohane, jeune fille brûlée vive à Vitry.

Santé : scandale à l'Hôpital Saint-Louis à Paris

Pages 2-3

Activité de la commission

Compte-rendu du débat dans la fédération des Landes autour de la précarité

Page 4

Congrès, contributions de Gaëlle Abily et d'Aimée Sutter

Page 5

Europe: FSE à Athènes

Pages 6-7

Agenda

Page 8

Le même jour, deux événements ont mis en lumière des faits dramatiques pour les droits des femmes. Le combat contre toutes les violences faites aux femmes doit continuer et gagner une vraie prévention.

C'est tout le sens de la loi cadre que nous travaillons depuis plus d'un an dans le cadre de notre participation active au CNUDF, c'est un engagement de Marie George Buffet pris le 3 mars 2006 lors de notre Forum féministe!

une femme meurt tous les 4 jours des suites de violences conjugales

Vendredi 31 mars à Meaux Rinku Pavy est morte. Ce ne sont plus des chiffres abstraits, c'est la dure réalité quotidienne. Elle avait 29 ans et avait un fils de 5 ans qui était présent lors du drame. Elle qui venait des Indes pensait trouver en France le paradis, elle a connu l'enfer des coups jusqu'à la fin écrasée sur un trottoir de Meaux.

C'est le drame que vivent des milliers de femmes partout dans le monde, on les brûle, on les viole, on les lapide, on les massacre, on les tue de toutes les manières. Comment peut-on rester insensible, indifférent souvent devant tant d'horreurs qui font tant de victimes innocentes, qui les tuent ou les laissent estropiées à vie devant des enfants qui seront eux-mêmes traumatisés.

Faites le compte : 1 femme sur 10 meurt victimes de violences, il y a forcément autour de vous des drames identiques qui se jouent, n'hésitez pas à intervenir, il ne s'agit pas d'intervention dans la vie privée. Si on ne fait rien, c'est de la non-assistance à personne en danger.

Raymonde Jobelin
présidente de l'association *SOS femmes Meaux*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Ce vendredi 31 mars s'ouvre le procès de l'agresseur de Sohane Benziane. Ce procès est attendu de toutes les féministes, de tous les progressistes car de tels actes ne peuvent rester impunis.

Les communistes se souviennent bien de ce 4 octobre 2002, à Vitry-sur-seine, où Sohane, 18 ans, mourait brûlée vive par un jeune homme à peine plus âgé qu'elle. Ils se sont mobilisés avec leurs élus, notamment à Vitry, pour apporter un soutien fort à la famille et réagir contre de tels actes en affirmant les valeurs du "vivre ensemble" et de la mixité autour d'un "observatoire de la condition féminine". À travers la mémoire de Sohane, c'est la barbarie machiste et toutes les violences faites aux femmes sous toutes leurs formes et dans tous les milieux qu'il s'agit de dénoncer.

Les associations féministes s'organisent pour assurer une forte présence féministe aux côtés des parties civiles (famille et Ligue du droit international des femmes) tant l'émotion est forte autour de ce procès.

Le PCF souhaite réaffirmer son combat contre toutes les violences sexistes pour une société d'égalité, de justice sociale dans laquelle chacun et chacune est respecté.

PCF

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

violences sexistes : un procès ne suffit pas

L'issue du procès de Jamal Derrar, le meurtrier de Sohane, était attendue avec anxiété : ce crime serait-il ramené à un banal "accident", comme le prétendait l'accusé, ou la justice reconnaîtrait-elle le meurtre et lui donnerait-elle toute sa signification, un crime sexiste, c'est-à-dire la manifestation extrême de la violence d'un homme sur une femme, parce qu'elle est femme ?

Vingt-cinq ans de prison. Une peine exemplaire. Il était urgent que la justice condamne enfin avec fermeté l'un de ces crimes sexistes. Il était urgent de signifier à la société, enfin révoltée par un meurtre particulièrement horrible, que le crime passionnel n'existe pas, il y a crime tout simplement. Mais l'écho médiatique donné à ce meurtre et l'émotion populaire ne doivent pas faire illusion : le sexisme, la domination qu'exercent tant d'hommes sur tant de femmes, à coup de

violences physiques ou psychologiques, ne sont pas près de s'éteindre.

En France, une femme meurt tous les quatre jours des coups portés par son partenaire, ou ex-partenaire. Quelques mois avant ce procès, à Neuilly sur Marne, une autre jeune fille a été également brûlée vive. Au cours même de ce procès, une femme est morte à Meaux, défenestrée par son ex-conjoint. Ce n'est pas réservé au climat machiste des banlieues dites "difficiles", où les inégalités et la précarité accentuent les tensions et les pressions des hommes sur les femmes, comme le drame de la cité d'Ivry peut le faire croire, mais dans toutes les couches sociales : a-t-on déjà oublié Marie Trintignant ?

Il est urgent que la société se regarde et se voit telle qu'elle est. Qu'elle cesse de banaliser la domination d'un sexe sur l'autre, l'intolérable prise de possession

des hommes sur les femmes, manifeste à travers tant de violences et de discriminations.

La répression ne suffit pas. Elle n'est même qu'un pis aller. Il faut prendre le mal à la racine, par une sérieuse politique de sensibilisation et de prévention. Il faut des mesures de protection efficaces pour les victimes de violence, pour leur sécurité, mais également pour leur réinsertion souvent difficile. Enfin, il faut un suivi sérieux des hommes violents. Le *Collectif national pour les droits des femmes* exige une loi cadre contre les violences de genre, sur le modèle de la loi que l'Espagne a promulguée. Et des moyens ensuite pour l'appliquer. La question des violences sexistes est une question éminemment politique.

Collectif national pour les droits des femmes

21 ter rue Voltaire 75011 Paris
Tél: 01 43 56 36 48 - colcadac@club-internet.fr

scandale à l'hôpital Saint-Louis

Un chirurgien de haut niveau, d'origine italienne, qui est de plus deux fois professeur en Europe, travaillait depuis une dizaine d'année en contrat renouvelable comme médecin attaché à l'hôpital Saint-Louis, d'abord avec le professeur Leduc, puis avec le professeur Teillac, dans le service d'urologie, section andrologie, où il apporta de nombreuses innovations.

Ce chirurgien de talent s'appelle le professeur Joseph Tritto, il est chef d'un service d'urologie d'un hôpital en Italie, enseigne également en Angleterre, est micro-chirurgien, a travaillé aux États-Unis, est rodé aux méthodes d'hibernation artificielles, participe à la recherche et à de nombreux congrès... bref, un médecin chirurgien chercheur, passionné, humble et d'une grande humanité.

Ce chirurgien a entre autre spécialité d'effectuer avec succès des opérations de réassignations sexuelles de vagino-clitoroplastie et de phalloplastie selon la technique dite "du lambeau de Tchang"; ce qui est à notre connaissance une exception en France.

Cette technique de phalloplastie pratiquée par ce chirurgien dans les règles de l'art est la seule qui est actuellement fonctionnelle. L'un des rares chirurgiens en Europe capable de réaliser la même opération est le professeur Stan Monstrey à l'Universitair Ziekenhuis de Gent en Belgique.

Ces opérations s'adressent uniquement aux personnes concernés par le syndrome de Benjamin, dites "transsexuelles", ayant remplies les conditions exigées par la Sécurité sociale, c'est-à-dire un suivi de deux ans par un psychiatre et un endocrinologue, choisis par le patient, comprenant une évaluation diagnostique de l'affection et un traitement hormonal de plus de six mois. À la suite de quoi, les deux médecins étant positivement convaincus, délivrent un certificat demandant l'opération de réassignation sexuelle au chirurgien choisi par le patient.

Par une erreur d'aiguillage, le dossier d'une patiente est monté du 3ème au 4ème pour atterrir chez le professeur Revol, chirurgien plasticien. Ce dernier en prit ombrage et descendit furieux voir le professeur Teillac, fit pression sur lui, en disant que le docteur Tritto opérait sans diagnostic sérieusement établi.

Mr Teillac décida d'arrêter l'activité andrologique de son médecin attaché sans motivation valable : ce secteur était en pleine expansion.

Depuis le mois de janvier, le professeur Tritto ne peut plus accéder ni à ses consultations, ni au bloc opératoire, alors qu'il est toujours salarié contractuel payé par l'Assistance publique.

Voilà comment, en notre beau pays de France, en ces temps incertains, peut se terminer la carrière d'un brillant chirurgien.

Tant pis pour les patients qui attendent leurs opérations et qui souffrent de cet état, ils n'ont qu'à aller se faire voir ailleurs.

Cela est un manquement inadmissible à la déontologie médicale. Ne transformons pas le serment d'Hippocrate en serment d'hypocrite !

Refusons l'arbitraire et le despotisme! Ne soyons pas victimes de la servitude volontaire des tyrans!! N'acceptons pas l'injustice!

**Nous demandons la réintégration du professeur Tritto
en lui confiant la responsabilité du secteur andrologique!**

CGT

information obtenue par Chantal Petitjean

Landes : débat sur la précarité des femmes

COMPTE-RENDU

7 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est fixé à 774 euros par mois en 2003; plus d'un quart de la population vit en situation précaire, soit près de 20 millions de personnes, dont une majorité de femmes.

La majorité des familles monoparentales sont des femmes et se posent pour elles encore plus l'articulation de la vie professionnelle et la vie familiale.

Le 4 mars dernier, dans le cadre de la journée internationale de la femme, s'est tenu une initiative de la fédération du PCF des Landes.

Près de 200 personnes se sont réunies pour assister au visionnage du film de Marcel Trillat, *Femmes précaires* et en débattre ensuite.

À partir du film et de la situation des femmes présentes, un échange avec Marcel Trillat a eu lieu, qui a amené au constat du vécu des femmes précaires.

Au-delà du fait que les femmes représentent la moitié de la population, elles subissent en majorité la précarité et elles représentent 53% de la population pauvre. Aujourd'hui, le fait de travailler n'empêche plus d'être pauvre. Les raisons en sont la montée du chômage, du sous-emploi et toutes les formes intermédiaires que sont les temps partiels contraints, les préretraites ainsi que la dispense d'emploi. Cela concerne toutes les personnes ayant un emploi, avec la montée des CDD, de l'intérim et aujourd'hui du CNE et du CPE. On assiste à une dissociation des formes traditionnelles de l'emploi signant la fin des CDI. Trois quart des embauches hors intérim se font en CDD et la part des salaires dans la valeur ajoutée a également baissé depuis 1983.

La situation perdure et malgré la promulgation de lois en faveur du droit des femmes, on constate que l'on ne met pas tous les moyens pour les faire appliquer. De plus, est constaté un recul des résistances collectives, car il y a trop peu de syndiquées, les femmes se sentent souvent isolées et n'osent pas aller de l'avant si elles ne se sentent pas soutenues.

Il ressort qu'il y a besoin de partir du vécu et de faire connaître les droits existants. Il y a besoin de populariser les propositions du PCF sur la sécurité d'emploi et de formation en rendant visible l'égalité professionnelle et la place des femmes dans la vie politique.

Une connaissance de l'ensemble des droits des femmes, la visibilité de nos propositions et leur prise en compte par l'ensemble du Parti, hommes et femmes, a été jugée nécessaire par l'ensemble des participant-e-s.

Chantal Petitjean

Gaëlle Abily

Je souhaite aborder avec vous la question universelle de l'égalité entre les femmes et les hommes. Je vous avoue que je me suis interrogée sur le meilleur moment, dans ce congrès, pour l'évoquer.

Après tout, on peut considérer qu'elle relève du programme et qu'il s'agit, parce que les femmes sont en première ligne dans la précarité, le chômage, le temps partiel et le salaire partiel, de promouvoir l'égalité professionnelle, l'égalité dans la sphère privée et l'égalité dans la vie citoyenne et publique.

D'autres diront, à juste titre, que cela aurait pu relever des questions européennes et internationales, tant les combats des femmes dans le monde sont aussi les nôtres. Les luttes contre la pauvreté, question centrale dans le monde pour les femmes, la précarité, les violences, les excisions, les mariages forcés, sont notre actualité. La revendication de dignité humaine n'est pas une affaire du nord contre les sud, mais de femmes et d'hommes de cette planète contre toutes les dominations, les exclusions et les exploitations.

Cela pourrait également relever de la stratégie. Comment mettre en oeuvre dans notre quotidien cette égalité et avec qui rassembler : à l'image du succès du forum du 3 mars organisé par la commission "féminisme, communisme" du parti.

A ce propos, je voudrais témoigner de l'expérience que je vis au travers de la vice-présidence dont j'ai la charge au conseil régional de Bretagne. Une vice-présidence à l'égalité professionnelle et la qualité de l'emploi. J'ai organisé le mois dernier la "première Biennale de l'égalité entre les femmes et les hommes en Bretagne". Deux jours de débats, d'échanges culturels et internationaux, sur les questions de l'emploi, des violences, de la parité, tout simplement de l'universalité des femmes. Plus de 1500 personnes ont participé. Ce rendez-vous nous l'avons construit en associant dès le premier jour de la préparation l'ensemble des forces qui en Bretagne agissent pour l'égalité. Nous avons réuni plus de 50 partenaires sur la base de notre projet politique et dans le respect des différences des uns et des autres. Il n'est pas exagéré de dire que sur cette question en Bretagne nous tendons à devenir la référence à gauche, portant de manière crédible et utile aux femmes et aux hommes, ce combat, cette exigence progressiste. N'est-ce pas justement la grande question de notre stratégie : comment devenir la force crédible à gauche qui porte des exigences universelles de transformation de notre société ?

Enfin, vous me direz que je pourrais aussi évoquer la question au niveau du parti et des statuts. Si on milite pour une société égalitaire, si on vote des lois depuis 60 ans, il est normal que nous commençons par les appliquer à nous-mêmes. L'égalité, pour la mettre en oeuvre, nous interroge tous dans nos pratiques quotidiennes, nos fonctionnements, nos habitudes. Il n'y a rien d'automatique. Si nous avons déjà mené une réflexion de fond sur la parité, elle ne nous exonère

pas aujourd'hui de se ré-interroger sur la nécessité de l'égalité, sur ce qui a bougé, sur le pourquoi et en quoi elle constitue un gage de démocratie, de dignité humaine et de liberté. Nous vérifions tous la difficulté à atteindre la parité dans nos directions. Si les raisons de ce recul sont nombreuses, ne perdons pas de vue que l'offensive ultra-libérale de la droite va à l'encontre des valeurs de progrès et d'égalité, cela ne nous exonère pas d'une réflexion sur nous-mêmes, nos pratiques.

Pour toutes ces raisons, parce que l'égalité est transversale aux enjeux de notre société, elle est notre visée et elle fait pleinement partie de l'actualité du communisme. Le combat pour l'égalité ne souffre pas de raccourcis ni de simplisme, parce que c'est un combat difficile qui mêle tout à la fois l'inégalité sociale et l'inégalité de sexe. Il ne relève pas de la seule domination sociale, mais cumule toutes les inégalités.

Face aux régressions sociales de la droite, du CNE au CPE, en passant par les menaces sur le droit à l'IVG, la question nouvelle qui nous est posée c'est bien, comment faire du féminisme et de l'égalité un enjeu de civilisation ?

Ce combat est un combat politique, un combat conjuguant féminisme et communisme, qui constitue une dimension majeure de l'identité communiste d'aujourd'hui et de demain. Ni supplément d'âme, ni slogan, ni combat d'arrière garde, l'égalité entre les femmes et les hommes est une exigence de notre temps. Elle constitue un véritable enjeu de civilisation, une dimension essentielle du progrès social et humain.

Aimée Sutter

Il est urgent que les femmes et les hommes se battent ensemble sans inégalités sexistes. Prouvons que le PCF sait être innovant et allons de l'avant.

Etre communiste c'est être féministe, je partage tout à fait la vision de Marie George Buffet sur ce qu'elle définit comme visée.

Apprenons à utiliser dans chacune de nos actions le texte de la visée communiste qui est riche d'enseignement dans l'ensemble de sa rédaction.

Le bilan de la conception sociale de J.Chirac est lourd : remise en cause des droits, appauvrissement du monde ouvrier, exclusion en masse et radiation des chômeurs...qui ne fait qu'alourdir le bataillon de Rmistes maintenus dans la pauvreté...chiffres de demandeurs d'emploi falsifiés...précarité dans tous les secteurs, retraites misérables, casse de la sécu et j'en passe sans évoquer le problème du logement excluant grand nombre de précaires.

J'ajouterai, ayons le vote sans complexe communiste, moderne, féministe, jeune, dans sa nouvelle conception et innovant, grâce à un programme ouvert à tous où l'économie sera au service de l'humain.

Construisons un rassemblement anti-libéral pour 2007. La tâche sera ardue mais je voudrais voir et vivre mon rêve communiste devenir réalité.



4ème FORUM SOCIAL EUROPÉEN d'Athènes : 4-7 mai 2006

samedi 6 mai

assemblée des femmes de 12 h à 15 h
puis manifestation en fin d'après-midi

Laurence Cohen représentera le PCF au FSE et sera à l'Assemblée des femmes pour porter nos propositions alternatives pour une Europe de l'égalité

Dates et déroulement du forum : jeudi 4 - dimanche 7 mai

Ouverture officielle le 3 mai au soir avec un concert géant dans Athènes

Samedi 6 mai : assemblée des femmes de 12 h à 15 h puis manifestation en fin d'après-midi, avant un nouveau concert avec prises de parole.

Clôture du Forum le dimanche à midi

Inscriptions:

Un espace sera bientôt ouvert sur le site grec, avec possibilité d'inscriptions en ligne :
<http://athens.fse-esf.org/>

Prix envisagés : 20 euros pour les 4 jours (5 euros par jour) ; 10 euros pour chômeurs, jeunes

Pour vous tenir informé-e-s

www.fse-esf.org (site du processus du Forum social européen)

<http://athens.fse-esf.org/> (site du FSE d'Athènes)

Les 17 aires thématiques :

1. Guerre et paix (occupation en Irak, Moyen-Orient, Palestine), militarisation en Europe, bases militaires. Kosovo, Afrique. Mouvement anti guerre
2. L'Europe dans la mondialisation libérale : OMC, G8, institutions internationales...
3. Les migrants en Europe : droit d'asile, égalité des droits
4. Les discriminations, le racisme, l'extrême droite
5. Les droits sociaux reconnus comme biens communs, les services publics, la protection sociale
6. Précarité, pauvreté, exclusion
7. La place du travail : productivité, croissance, chômage/plein emploi
8. Environnement, développement durable, énergie, eau, climat
9. Quelle démocratie en Europe et quels droits fondamentaux ?
Citoyenneté, fédéralisme, place des États, peuples sans État, institutions européennes
10. Politique économique en Europe (BC, pacte de stabilité)
11. Droit à l'éducation, à la culture, place des médias
12. L'alternative féministe
13. Agriculture, souveraineté alimentaire, paysans en Europe
14. Où va l'UE ?
15. Stratégie du mouvement : de Seattle aujourd'hui
16. Les politiques sécuritaires et répressives en Europe
17. Espace urbain





Europe

4^e FSE d'Athènes (suite)

Séminaires proposés par IFE-EFI - Initiative féministe européenne pour une autre Europe (réseau européen) - European Feminist Initiative for another Europe, en co-élaboration avec différentes associations et organisations de pays européens: ife@efi-europa.org

I. Féministes pour une Europe laïque

séminaire 399

Droits des femmes, laïcité démocratie et égalité
Domination politique des religions en Europe

IFE-EFI Lilian Halls French (France)
Femmes Solidaires (France), présidente Sabine Salmon (modératrice)
El Fem Grece), Despina Sagana (modératrice)
Marche Mondiale des Femmes – Como (Italia)
Nicoletta Pirota
association Neutrum (Pologne), Czeslaw Janik
association (Turquie), prof.dr. Gülser Oztunaly Kayyr
association (Algérie) Zazi Sadou
Lobby européen des femmes-Belgrade (Serbie)
Nadezda Radovic
Internationale Vrije Vrouwen Stichting (Pays-Bas)
Nursel kilic

Marche Mondiale des Femmes (Grèce), Réseau de Serres, Hamidié Mouratoglou, Theophano Papazissi

contacts: Josette Rome-Chastanet, romecha@noos.fr
Lilian hallsfrench : lilianhalls@free.fr

vendredi après-midi, 14h30-17h30 (*en aucun cas en même temps que le séminaire démocratie, merci*)

langues : fr., en., gr., it., pol. - 100-350 personnes

II. Quelle démocratie pour une autre Europe ?

séminaires 408 et 406

Comment modifier les règles du jeu démocratique en Europe et élargir les limites de la politique ?
Patriarcat, capitalisme, égalité et différences.

Le féminisme et la question du pouvoir. Le rôle du féminisme dans la politique. Passerelle avec la Charte des principes pour une autre Europe.

Débat interactif

FI (Suède), Gudrun Schyman (porte parole de FI)
animatrice

IFE-EFI IAC (Catalogne), Roser Palol, modératrice
Charte des principes pour une autre Europe (Italie)
Imma Barbarossa

IFE-EFI, Josette Rome Chastanet (France)

contacts: Jacques Ohlund : jacques @ohlund.org
Josette Rome chastanet : romecha@noos.fr

vendredi matin. impératif (*en fonction de l'emploi du temps de la principale intervenante, merci*)

langues : en., fr., gr., it., esp. - 100-350 personnes....

III. Droits des femmes et stratégies féministes dans les pays d'Europe de l'est et centrale :

menaces, résistances, alternatives
séminaires 396, 397, 424

IFE- EFI, Monika Karbowska, modératrice.
Association Croate, Rada Boric, animatrice
I PROG Moscou Russie, Alla Glintchikova
Forum social hongrois TDM (Mouvement pour la démocratie en Hongrie), Elisabeth Szilagyi
Forum social roumain, Angela Seres
LEF Serbie, Nadezda Radovic
Attac Polska, Kascia Gawlicz

contacts: josette Rome Chastanet, romecha@noos.fr
Peter Damo, pedroxma@yahoo.com

samedi matin (*l'animatrice arrivera seulement, merci*)

langues : fr., en., serbo-croate., gr. - 80 personnes

IV. Bolkestein et les droits des femmes en Europe

séminaires 398, 413, 414, 422

La mise à mort de l'État social et ses conséquences pour la vie des femmes et l'égalité des sexes

Women Towards a Different Europe (Danemark),
Inger V. Johansen

IFE EFI et Attac (Belgique), Virginie Godet

Réseau El Fem (Spain), Maite Mola

Collectif féministe 29 mai (France), Monique Dental

Greek Social Forum, Litsa Doudoumi

Eva Britt Svensson (Suède), Parlement européen, -
WIDE Benedicte Allart

Women for another Europe (Grèce), Maria
Karamesini

WTDE, Attac Romania, Delia Fodor.

contact:

Inger V johansen, inger.v.johansen@get2net.dk

vendredi après midi. 18h-21h

langues: en., fr., esp., it., gr.

1er mai

Vente du muguet puis participation à la manifestation

4-7 mai

4ème Forum social européen d'Athènes

mi-mai

Réunion avec les associations féministes, les syndicats et les partis politiques pour parler des suites du Forum féministe du 3 mars

20 mai

Commission nationale de 14 h à 17h au siège du PCF

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti.

Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès de Cécile Jacquet au 01 40 40 12 27 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous

dans le cadre de l'activité de notre commission, nous alimentons en textes de réflexion deux autres sites que celui du Parti, vous pouvez les consulter.

PGE : www.european-left.org

FORUMS: www.forum-alternative.fr

si vous souhaitez que nous publions les vôtres, vous pouvez également nous les faire parvenir

BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____